



## Assemblée générale

Distr. générale  
22 mai 2013

Français seulement

---

### Conseil des droits de l'homme

#### Vingt-troisième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,  
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,  
y compris le droit au développement**

### **Exposé écrit\* présenté par l'International Catholic Child Bureau (ICCB), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[10 mai 2013]

---

\* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s), par l'organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

## **Impact des conflits armés sur les droits des enfants déplacés au Nord Kivu, République Démocratique du Congo (RDC)\***

Depuis plus de XV ans, l'Est de la RDC est gangréné par des conflits récurrents, sources de violations graves et systématiques des droits de l'Homme. Les déplacements massifs de populations exposent les femmes et les enfants à des situations dramatiques en violation des droits consacrés par la Convention relative aux droits de l'enfant et les lois congolaises. Au Nord-Kivu, la situation est plus préoccupante car les derniers conflits entre les Forces Armées de la RDC (FARDC) et les groupes rebelles dont le M23 a eu pour théâtre cette province de l'Est de la RDC. Déjà en 2008, le Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des DPI, Walter Kälin, soulignait que « la situation est particulièrement préoccupante dans le Nord-Kivu avec une population totale estimée à près de 4,2 millions où le nombre des personnes déplacées est estimé à 800 000, soit 58 % du total des personnes déplacées en RDC ». Aujourd'hui, la dégradation de la situation sécurité, les velléités guerrières des mouvements rebelles très actifs dans la région, et la résurgence des combats, ont contraint de milliers de familles à errer dans les forêts, à effectuer des traversées périlleuses de fleuves à la recherche de lieux plus ou moins sûrs, ce qui avait suscité la préoccupation du Conseil de sécurité dans sa résolution 2098 (2013).

Avec les combats entre les FARDC et le M23, on observe une forte concentration de personnes dans les camps qui paraissent offrir une certaine sécurité. Il s'agit des camps de Kalembe, Ibizo, Kashuga<sup>1</sup>, Kashuga<sup>2</sup>, Kihondo, Nyanzale marché, Kikuku, Mweso, Bweru, Mpati Kitso, Mpati Bibwe, Kashesha, Kihuma, Nyange, Mpati, Mpati Nyange, Kalengera, Tambi, Mugote, Kahe, Muhanga, Mukoto, Nyabyondo, Bukombo, Bushani, Bonde, Burora, Kishonja (camp des Pygmées), Kilimani, Bihito, Lushebere, Kalinga, Ruhaya, Kibabi/Police, kababi/Buporo, Bweremana, Mubambiro, Mugunga<sup>1</sup>, Mugunga<sup>3</sup>, Bulengo, Lac Vert, EP Ushindi, EP Nazaréen, EP Neema, Notre dame d'Afrique, EP Rugabo, Monusco<sup>1</sup> et Monusco<sup>2</sup>. Certaines familles avec de nombreuses enfants y sont depuis plus de cinq ans. Pour la seule Province du Nord Kivu, les statistiques montrent un chiffre de 920 784 personnes déplacées - dont 550 000 enfants environ -, soit environ 14% d'augmentation, principalement à cause de l'insécurité (94%)<sup>1</sup>. Des milliers d'autres enfants continuent de croupir dans des familles d'accueil.

### **Conséquences sur les droits des enfants déplacés**

Beaucoup d'enfants sont séparés de leur famille et les efforts des organisations humanitaires n'ont pu permettre la réunification avec leurs parents. Ces enfants se retrouvent parfois dans des familles d'accueil, parfois errent et deviennent des enfants en situation de rue. Ils sont ainsi exposés à la malnutrition, aux épidémies, au dénuement complet. Ils deviennent une proie facile pour l'exploitation économique et sexuelle. C'est aussi le cas de nombreux enfants orphelins qui ont perdu leurs parents pendant les guerres.

Les enfants jadis enrôlés de force dans les groupes et forces armés notamment dans le Rutshuru restent traumatisés du fait de leur expérience douloureuse dans les rangs des

---

\* Agir pour le Bien-être de l'Enfant et de la Famille, ABEFA, RD Congo, Collectif des Organisations de Walikale pour le Développement Rural, COWADER, RD Congo, Fédération des Scouts du Congo, FESCO, RD Congo, Groupe des Hommes Voués au Développement Intercommunautaire, GHOVODI, RD Congo, Ligue des Femmes pour la Solidarité Congolaise, LSC, RD Congo, des ONG sans statut consultatif partagent également les opinions exprimées dans cet exposé.

<sup>1</sup> OCHA, Nord-Kivu: Situation des personnes déplacées internes (PDI) au 25 mars 2013.

groupes armés. Ils ne bénéficient d'aucun accompagnement psychologique, d'écoute et de *counseling*, ne serait-ce que pour réduire les séquelles de leur traumatisme parfois visible et parfois non. Tantôt pris à partie par la population qui les accuse d'avoir pillé, détruit ou tué des habitants de la province, ces enfants sont rejetés et abandonnés à eux-mêmes sans opportunités de réinsertion socioprofessionnelle.

Les agressions et les violences sexuelles étant banalisées dans la région et face à l'impunité des auteurs, les filles victimes souffrent en silence au risque de se voir rejeter par les siens et la communauté. Les enfants déplacés accomplissent, dans le secteur informel qui les rend plus vulnérables, des travaux pénibles incompatibles avec leur âge. La promiscuité ambiante dans les camps et le logement indécent créent des conditions favorables à la prostitution de jeunes filles mineures. C'est ainsi qu'elles se retrouvent parfois précocement avec des grossesses. Par ailleurs, des maladies se développent dans les camps, telles que la malaria, les bronchites et des diarrhées chroniques. Certains enfants développent la malnutrition aiguë. En l'absence de matériels de jeux et de manque d'espace pour les jeux et les loisirs, les enfants s'adonnent aux vidéos clubs dans les alentours des camps, où des films de guerre ou pornographiques sont projetés. En outre, les camps n'étant jamais à l'abri d'attaques, les déplacés vivent dans une angoisse permanente. Les enfants déplacés sont privés du droit à l'éducation, surtout les enfants Pygmées dont le taux de scolarisation était déjà faible.

Le retour des familles dans leur localité d'origine est risqué car les hostilités continuent. De plus, la destruction et le pillage des habitations et des récoltes, des infrastructures scolaires, l'extorsion de vivres, l'absence de l'autorité de l'Etat et l'insécurité permanente compromettent grandement le retour des familles déplacées.

## Recommandations

Face à la dégradation de la situation qui peut dégénérer en conflit ethnique comme le soulignait Roger Meece, Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU en RDC, « le risque d'intensification de ce conflit à connotation ethnique est réel, et suscite de sérieuses inquiétudes pour la paix et la sécurité des civils dans la région », le Bice et ses partenaires recommandent :

### **Au Gouvernement congolais responsable en premier lieu de la protection des droits de l'enfant de :**

- Respecter et appliquer ses engagements pris au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en RDC et dans la région du 24 février 2013 ;
- Assurer, à travers les organisations de la société civile spécialisées, l'effectivité de la prise en charge ; psychosociale des enfants martyrisés par le conflit à l'Est afin de garantir leur santé physique et mentale et apporter une réponse à l'angoisse permanente au sein de la population ;
- Assurer la sécurité effective des défenseurs de droits de l'Homme en général et ceux de protection de l'enfance en particulier qui œuvrent notamment auprès des enfants déplacés ;
- Renforcer et/ou mettre en place des actions visant à démobiliser les enfants associés aux groupes armés et assurer la réinsertion sociale, familiale et professionnelle des enfants victimes innocents des conflits qui se perpétuent à l'Est ;
- Développer un programme global visant à assurer les droits sociaux, économiques et culturels des populations de l'Est.

**Au Conseil des droits de l'Homme de:**

- Offrir, à travers les Bureaux Conjoints des Nations Unies, toute l'assistance nécessaire au gouvernement congolais pour la mise en œuvre, le suivi, le monitoring, et l'évaluation des recommandations formulées par le Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des DPI, Walter Kälin, dans son rapport de 2008 (A/HRC/8/6/Add.3) et dans les rapports successifs des sept experts des Nations Unies sur la situation en RDC, notamment les recommandations relatives à la situation des enfants déplacés (A/HRC/16/68 ; A/HRC/13/63 et A/HRC/10/59) ;
- Appuyer les autorités congolaises dans les enquêtes judiciaires, et la poursuite des auteurs de violations des droits de l'Homme et garantir une justice équitable pour les victimes surtout lorsqu'elles sont mineures ;
- créer un mandat de procédure spécifique qui sera plus réactif pour l'assistance technique à la RDC, le suivi, la mise en œuvre des nombreuses recommandations formulées.

**Au Conseil de sécurité conformément à sa résolution 2098 (2013) de :**

- Opérationnaliser le plus rapidement possible la brigade d'intervention afin de neutraliser les groupes armés et de contribuer à réduire la menace que représentent les groupes armés pour l'autorité de l'État et la sécurité des civils dans l'Est de la RDC et de préparer le terrain pour les activités de stabilisation;
- Mettre tout en œuvre pour la mise en œuvre effective de sa dernière résolution 2098 pour éviter des souffrances inutiles aux enfants.

**A la MONUSCO, conformément aux résolutions 1925 (2010) et 2098 (2013) du Conseil de sécurité sur son mandat de :**

- Maintenir et renforcer ses capacités d'intervention pour assurer, à titre prioritaire, la protection effective des civils, surtout les enfants se trouvant sous la menace imminente de violences physiques, en particulier de violences qui seraient le fait de l'une des parties au conflit ;
- Empêcher que des sévices graves ne soient plus infligés à des enfants, notamment déplacés, et que les enfants qui se trouvent dans les rangs des groupes armés soient libérés et qu'il n'y ait pas de nouveaux recrutements, et qu'un programme de démobilisation à ceux qui sont encore utilisés dans les groupes armés, suivi de réinsertion aux enfants déjà sortis des groupes armés soit mis en place ;
- Faciliter le retour des familles dans leurs milieux d'origine avec un programme de réinsertion socioprofessionnelle.

**A la Cour Pénale Internationale de :**

- Continuer à suivre la situation à l'Est de la RDC en rappelant aux forces et groupes armés les obligations au titre du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment du Statut de Rome, et de leur responsabilité en matière de commission de crimes qui tombent sous le coup du droit international;
- Approfondir les enquêtes, interpellier, arrêter et juger tous les acteurs et complices des crimes et autres violations graves commis dans les communautés.